



Toulouse le 14 juin 2024

Objet : Actualités sociales

La Dépêche 4 juin 2024 : Alors que le gouvernement s'affaire à réduire les finances publiques, la piste d'une désindexation des retraites de l'inflation semble faire son chemin. Pour Éric Ciotti, cette mesure « aboutirait une perte massive du pouvoir d'achat des retraités » et constituerait « une ligne rouge » pour les LR. Bruno Lemaire a indiqué qu'aucune décision n'avait été prise. Mise en place pour protéger le pouvoir d'achat des retraités au sortir de la deuxième guerre mondiale, l'indexation des retraites sur l'inflation permet d'assurer que les pensions reflètent les hausses des prix à la consommation. Cette pratique, généralisée et automatisée au tournant des années 1960/1970 est aujourd'hui remise en question au nom de la maîtrise des dépenses publiques. Le 15 avril dernier, un collectif d'économistes plaide pour « des mesures courageuses » proposant de « mettre davantage à contribution les retraités, pour des raisons d'efficacité économique et de justice sociale ». « L'Etat ayant vécu à crédit, ils (les retraités ndlr) ont davantage bénéficié des dépenses publiques sur cette période qu'ils n'ont contribué. Cela a permis à cette génération de constituer un patrimoine important, alors que le prix de l'immobilier et le taux d'intérêt réel était particulièrement bas. Pour l'efficacité économique, faire reposer l'effort sur les retraités plutôt que sur les actifs permettra de préserver l'incitation au travail et de soutenir la croissance ».

Le Média Social 3 juin 2024 : Catherine Vautrin a confirmé que le gouvernement n'avait pas saisi le Conseil d'Etat pour valider la loi de programmation sur le Grand Age, alors que le projet de saisine avait été déposé auprès du Secrétariat Général du gouvernement (SGG) dès le 19 janvier. La FNADEPA (Fédération Nationale des Associations de Directeurs d'Etablissements et Services pour personnes Agées) « est choquée par cette annonce » alors même que « les déficits des établissements et services pour personnes âgées s'aggravent, que les tensions en ressources humaines sont quasi structurelles, que notre pays vieillit et doit se préparer à accompagner un nombre croissant de personnes âgées ». « L'Etat tenterait-il de reporter encore une fois la question de l'aide aux personnes âgées qu'elles vivent à domicile ou en établissement ... ? ».

La Dépêche 8 juin 2024 : Les Députés ont approuvé hier, les critères ouvrant droit à une aide à mourir, dans le cadre du projet de loi sur la fin de vie. Ils ont réintroduit l'idée que le patient devra avoir « son pronostic vital » engagé.

Les Echos 12 juin 2024 : Législatives 2024 : Jordan Berdella ne fait plus de l'abrogation de la réforme des retraites, une priorité. Pour le Président du RN (Rassemblement National), la question des retraites « viendra dans un second temps », s'il arrive au pouvoir.

Les Echos 10 juin 2024 : Selon les nouvelles prévisions du CDR (Conseil d'Orientation des retraites) le déficit des systèmes de retraite pourrait atteindre près de 14 milliards d'euros en 2030.

La Dépêche 12 juin 2024 : La Fédération Hospitalière de France tire la sonnette d'alarme : les EHPAD sont dans le rouge au niveau des finances – 89% des EHPAD qui ont participé à l'enquête annuelle de la FHF vont mal financièrement. Ils n'étaient que 40% en 2019. Selon Emilie Bérard, Déléguée Régionale FO Occitanie, « la situation financière dégradée de nos

EHPAD publics n'est pas conjoncturelle, elle est structurelle ». La reprise d'activité constatée dans les établissements depuis la fin de la crise COVID, ne suffira pas à combler les déficits. Dans les budgets, plusieurs lignes ont bougé : les charges hôtelières courantes (énergie, alimentation) ont grimpé de 18% en trois ans, les salaires revalorisés par l'Etat n'ont pas eu de compensation de dotation, les tarifs d'hébergement n'ont pas suivi l'inflation, enfin les charges socio-fiscales restent importantes quand le secteur privé bénéficie de l'exonération de la taxe sur les salaires. Pour Xavier Morel, Délégué Régional Adjoint de la FHF Occitanie, une loi de programmation pour le Grand Age devrait avoir une visibilité sur des financements pérennes.

Le Média Social 13 juin 2024 : Réunis à Paris pour le Congrès de la FEDESAP (Fédération des Services à la Personne et de Proximité), les dirigeants de ce secteur s'interrogent sur les conséquences d'une victoire de l'extrême droite qui aggraverait la pénurie de personnel. Les restrictions sur les titres de séjour des étrangers pourraient enfoncer encore plus les structures dans la crise.

Francis De Block